



Association 24 août 1944

Association régie par la loi 1901
Déclaration JO N° 42 du 19 octobre 2013

Participation des Polonais et juifs polonais à la résistance.

« En septembre 1939, après l'agression conjointe de la Pologne par les armées de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique, puis son partage selon les dispositions du pacte germano-soviétique d'août 1939, le Gouvernement polonais se réfugie en France, d'abord à Paris puis à Angers. Le Président Wladyslaw Raczkiwicz et le premier-ministre, le général Wladyslaw Sikorski traduisent par là leur inébranlable volonté de poursuivre la guerre aux côtés des Alliés occidentaux, en assurant la permanence de l'Etat polonais.

Sur le sol français, le Gouvernement polonais reconstitue aussitôt une armée, qui atteindra plus de **80.000 hommes**. Ils provenaient des nombreux militaires qui avaient pu échapper à la captivité et quitter la Pologne occupée pour venir se regrouper en France. Ils venaient aussi de la mobilisation de l'émigration polonaise déjà présente en France depuis plusieurs dizaines d'années et de celle, politique, des juifs polonais fuyant les pogroms dès 1933. Cette armée agit sous son propre drapeau en tant qu'Armée alliée. L'Armée polonaise, reconstituée, combat durant la campagne de France, ainsi qu'en Norvège et dans les airs.

En juin 1940, le Gouvernement polonais en exil refuse d'être inclus dans les clauses de l'armistice que la France défaite conclut avec l'Allemagne ; une nouvelle fois, il annule l'alliance militaire avec la France du maréchal Pétain. Il part pour l'Angleterre et appelle les soldats de son armée reconstituée à le suivre. Plusieurs milliers de soldats polonais rejoignent également la Grande-Bretagne.

De Londres, le Gouvernement de la Pologne libre organise aussitôt la résistance en Pologne même, constituée dès octobre 1939, et aussi sur le territoire français où cette précoce résistance polonaise va s'appuyer sur les organisations et les cadres de la diaspora, ainsi que sur ses militaires qui n'ont pu rejoindre l'Angleterre.

Dès le 15 juillet 1940, entraînant dans leur action les premiers résistants français, des officiers polonais vont constituer les premiers réseaux de renseignements, immédiatement reliés par radio avec Londres.

L'histoire de cette Résistance polonaise en France est multiple, marquée aussi bien par l'ampleur et l'audace de ses réseaux de renseignements de 1940 à 1943 que par le courage de ses combattants de 1944.

À l'instar de la Résistance française, la Résistance polonaise se constitue en deux courants principaux, le courant légaliste affilié au Gouvernement polonais en exil à Londres, et le courant d'obédience communiste animé par des militants présents en France depuis les années d'avant-guerre et par d'anciens volontaires de la guerre civile espagnole. Dans les régions où cohabitaient ces deux obédiences, la concurrence fut particulièrement vive.

À l'issue de la défaite, de nombreux Polonais entrent dans la résistance active. Beaucoup vont le payer de leur vie, tués au combat ou fusillés. D'autres sont arrêtés, torturés, déportés, à Lyon, Paris, Arras, Carvin, Ostricourt, Sallaumines, Uchon, Versanne...

Le colonel Gilles commande les FTP de la région parisienne. Pseudonyme du Polonais, **Jozef Epstein**, qui multiplie en 1943 les actions contre l'ennemi. Capturé, il est fusillé au Mont-Valérien.

Le groupe Manouchian, où se trouvent **8 juifs Polonais sur les 23 fusillés**, provoque 80 attentats.

C'est par exemple un Varsovien, **Marcel Rajman**, qui abat **Julius Ritter**, officier SS responsable du Service du Travail obligatoire (STO) en France, le 23 juillet 1943.

En août 1944, dès le début de l'insurrection parisienne, le Comité polonais de libération lance son propre appel au soulèvement par affichettes rédigées en français et en polonais. **La POW (Polska Organizacja Wojskowa)**, l'Organisation militaire polonaise, commandée par le **lieutenant Jagoszewski**, **est forte de 300 hommes en armes qui dressent des barricades, luttent dans le Marais, rue Saint-Antoine, boulevard Beaumarchais, place de la Nation, place Maubert, œuvrant à la libération du 4e arrondissement.**

Un détachement attaque le ministère de la Marine avec les FFI et la 2e DB. Ceux de la Milice patriotique polonaise se distinguent en banlieue nord et aussi à Alfortville, Ivry-sur-Seine, Villejuif.

Après le débarquement des Alliés en Normandie et l'avancée de l'Armée rouge en Pologne, la participation des deux courants aux combats pour la libération du territoire français, revêt un autre enjeu, celui du devenir politique de la Pologne. Le CNR soutient le courant polonais d'obédience communiste alors que les FFI du général Koenig prennent fait et cause pour les réseaux polonais légalistes.

Cependant la libération du territoire polonais par les forces militaires de l'URSS et la mise en place progressive d'un pouvoir populaire à Varsovie, bénéficiant de la reconnaissance du général de Gaulle, signent la défaite du Gouvernement polonais de Londres, dont l'exil va se poursuivre jusqu'en 1990 et la chute du régime communiste de Varsovie.

La frustration des anciens résistants polonais du courant légaliste fut immense, la plupart d'entre eux devant vivre hors de leur patrie ; à l'inverse, beaucoup des anciens résistants du courant communiste regagnèrent le pays pour y "construire le socialisme", source pour eux de bien d'autres traumatismes.